

Créateur

A chaque statut, sa protection sociale

Profession libérale réglementée (hors auto-entrepreneur, hors praticien ou auxiliaire médical conventionné)

Travailleur non salarié ou assimilé salarié

L'URSSAF VOUS ACCOMPAGNE



L'Urssaf, au cœur du système de notre protection sociale

Parmi les missions de l'Urssaf

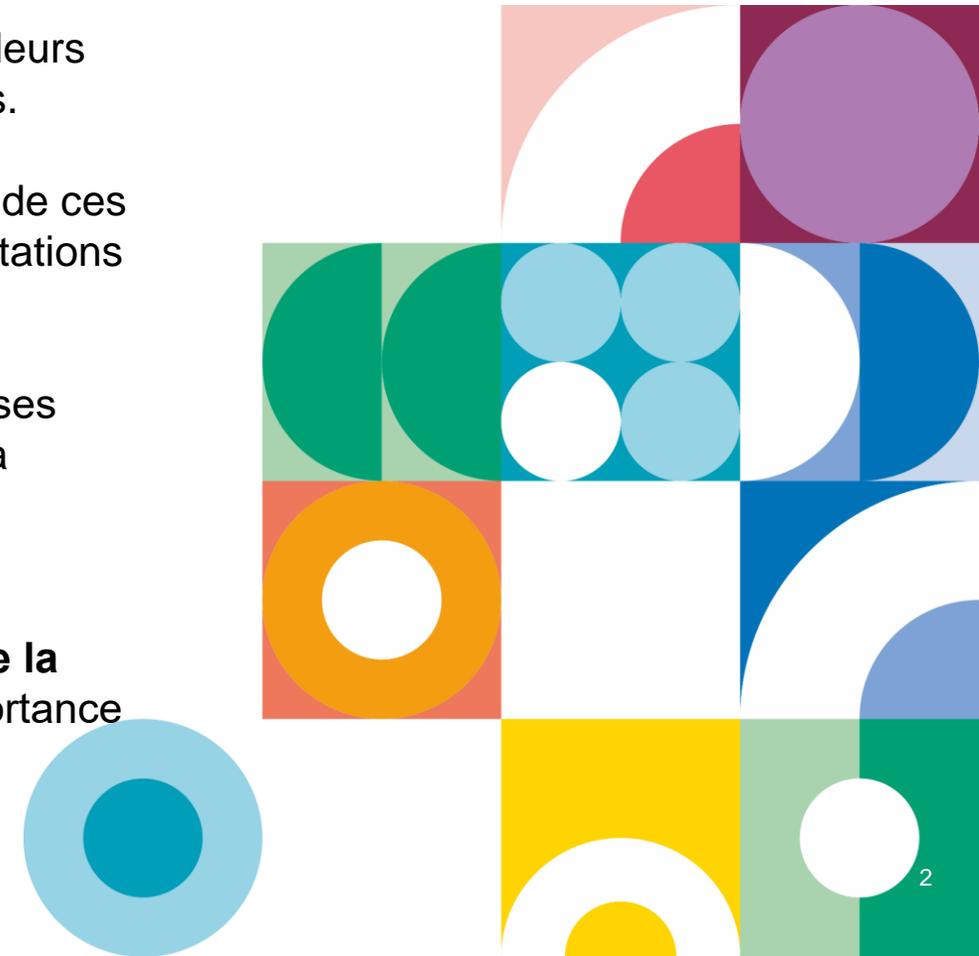
L'Urssaf collecte notamment les cotisations et contributions sociales des employeurs et des travailleurs indépendants pour garantir le modèle social français.

En moins de 5 heures, **l'Urssaf reverse** le montant de ces encaissements aux organismes qui versent les prestations sociales.

L'Urssaf conseille et accompagne l'ensemble de ses publics, entreprises et employeurs, au moment de la création et tout au long de la vie de leur entreprise.

Par ses missions de contrôle **l'Urssaf participe au respect de l'équité entre les entreprises et fait de la prévention** pour sensibiliser les entreprises à l'importance du respect des déclarations.

16 000 collaborateurs pour gérer les comptes de 11,26 millions de comptes d'entrepreneurs et d'employeurs, les droits sociaux et l'équité entre tous les acteurs économiques



SOMMAIRE

1

Vos Interlocuteurs

2

Statut juridique

3

Formalités

4

Régime fiscal et
cotisations sociales

- Acre : exonération
- Début activité
- Cotisations Travailleur indépendant non salarié
- Cotisations Assimilé salarié

5

Protection sociale

- Prestations (Retraite / Santé / Famille)

6

Services en ligne

7

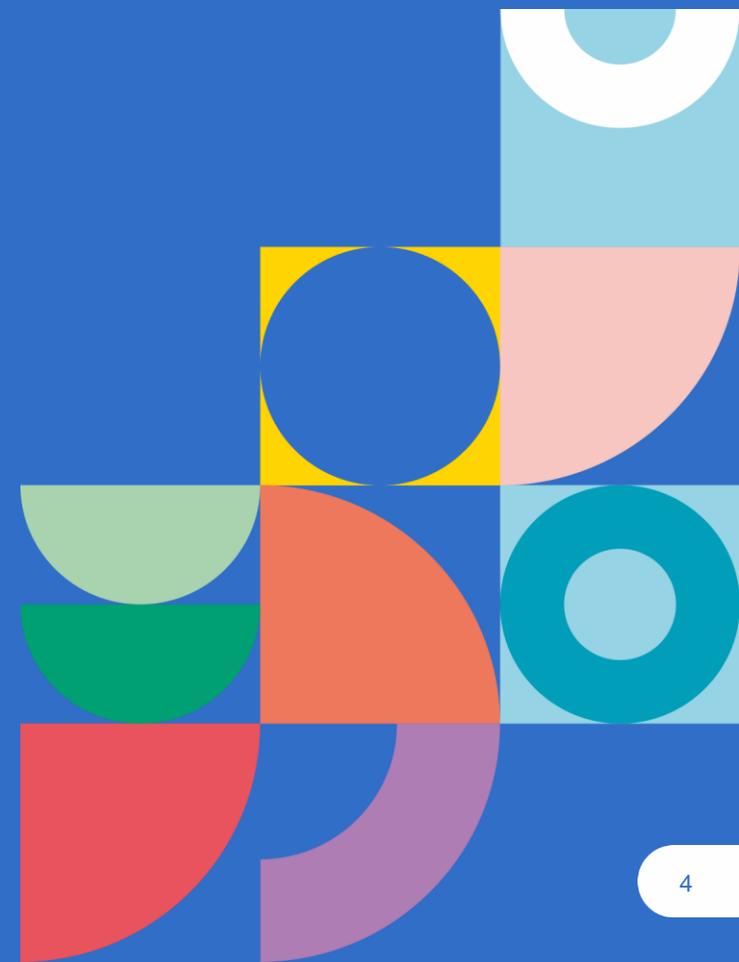
Action sociale

8

Mobilité
internationale



Vos Interlocuteurs



Vos interlocuteurs

VOUS ÊTES **PROFESSIONNEL LIBÉRAL** RELEVANT DE LA CIPAV, D'UNE DES AUTRES SECTIONS PROFESSIONNELLES DE LA CNAVPL ou DE LA CNBF, VOS INTERLOCUTEURS POUR VOTRE PROTECTION SOCIALE SONT :

POUR VOS COTISATIONS
y compris cotisations
retraite Cipav



urssaf.fr

L'encaissement des cotisations de retraite des autres sections de la CNAVPL et de la CNBF restent gérées par les caisses elles-mêmes.

POUR VOTRE SANTÉ



ameli.fr

POUR VOTRE RETRAITE



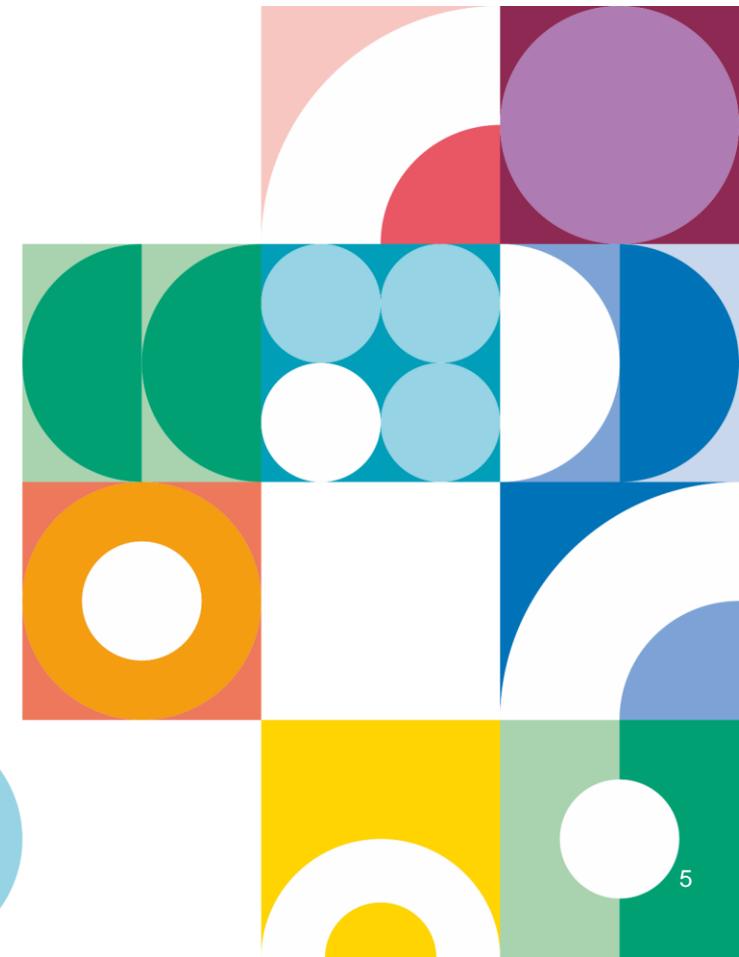
lacipav.fr



cnavpl.fr

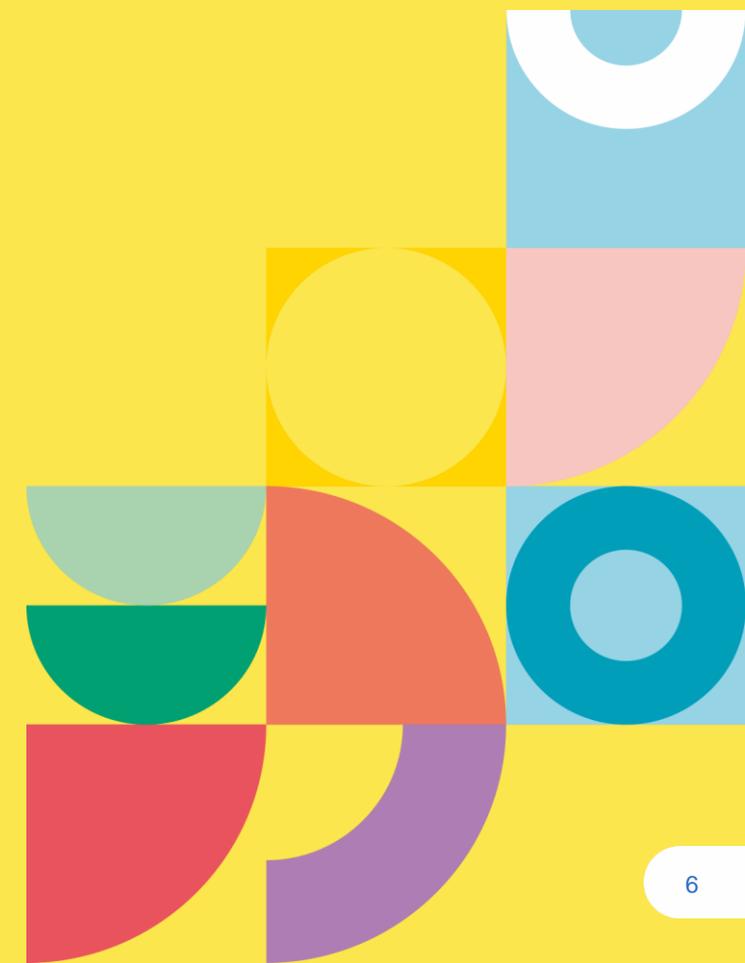


cnbf.fr

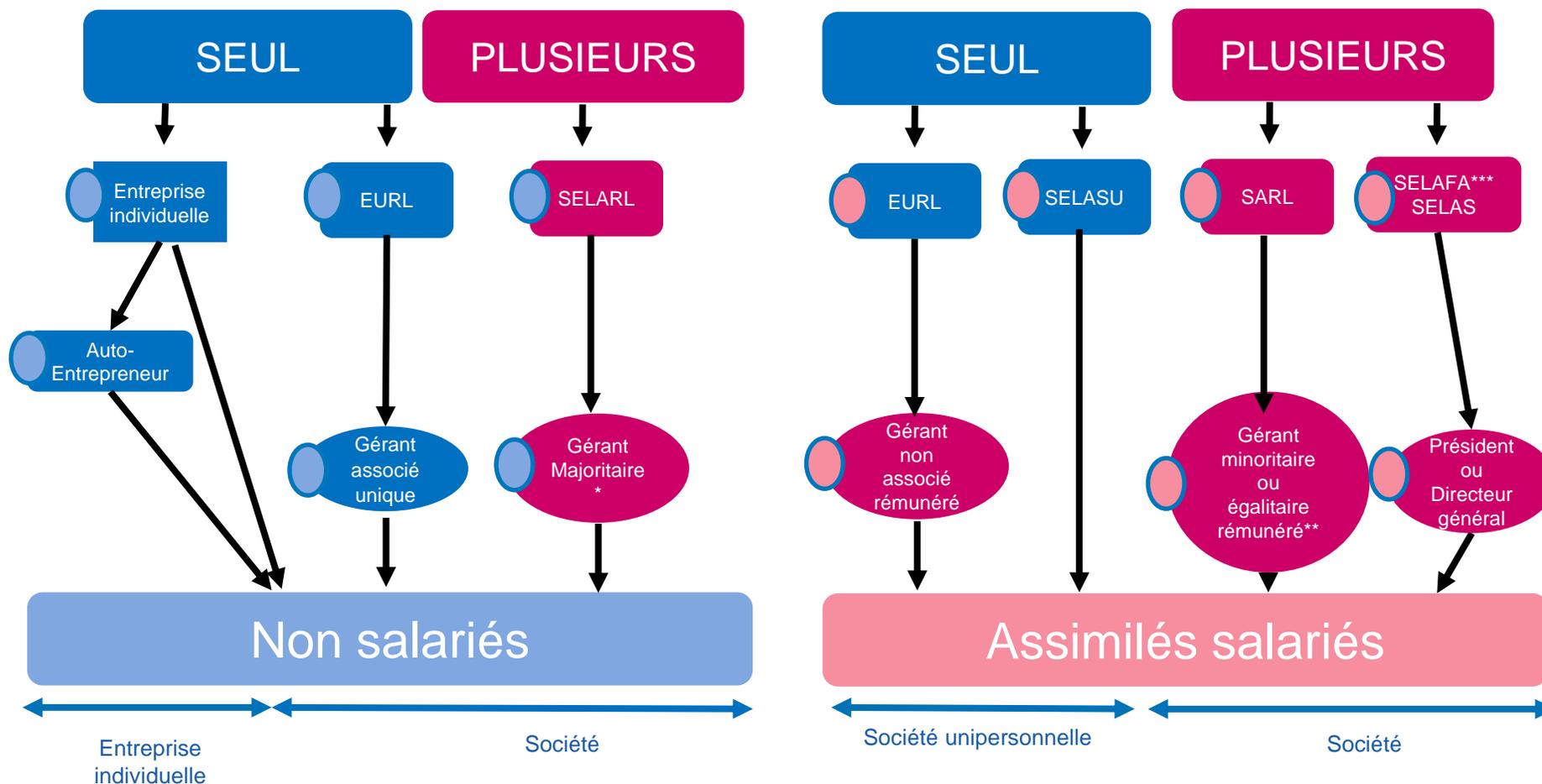


02

Statut juridique



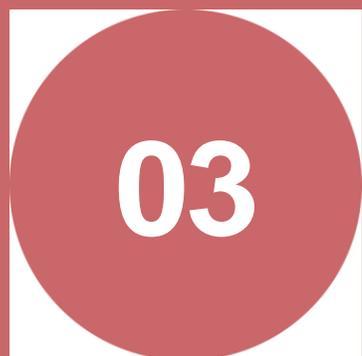
Le statut juridique



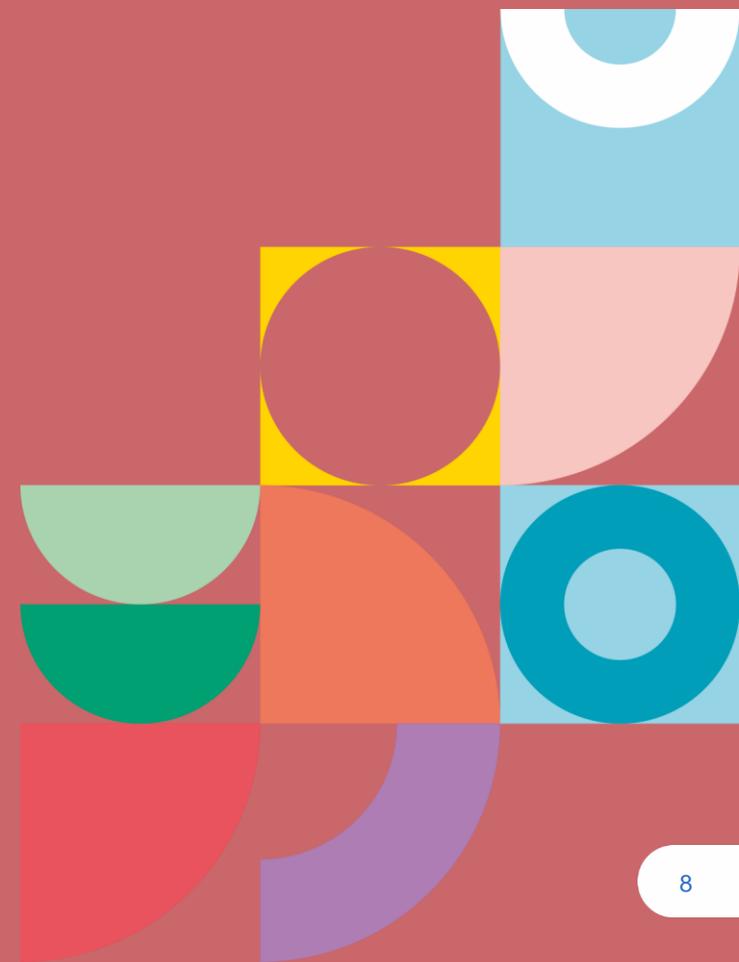
* ou appartenant à un collège de gérance majoritaire

** Gérant rémunéré appartenant à un collège de gérance égalitaire ou minoritaire ; Gérant non associé délégué, associé minoritaire rémunéré

*** les associés exerçant une activité libérale au sein de la Selafa sont **non** salariés



Formalités



Les formalités de création

- **Un nouveau portail : le guichet unique depuis le site formalites.entreprises.gouv.fr**
Depuis cet environnement sécurisé mis en place par l'INPI, vous pouvez effectuer vos démarches de création, de modification et de radiation de votre entreprise.
- En créant votre compte, vous pouvez suivre l'évolution du traitement de votre dossier depuis **un tableau de bord**.
- Toutes les entreprises, quelle que soit leur activité sont inscrites au **Registre national des entreprises (RNE)**.

Tous les organismes reçoivent les informations qui leur sont nécessaires pour valider vos démarches en fonction de votre activité : Insee, Chambre de métiers et de l'artisanat, Greffe du tribunal de commerce, MSA, Direction générale des finances publiques, Urssaf, Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAVPL), Caisse nationale des barreaux français (CNBF)...

04

Régime fiscal et cotisations sociales



Le régime réel

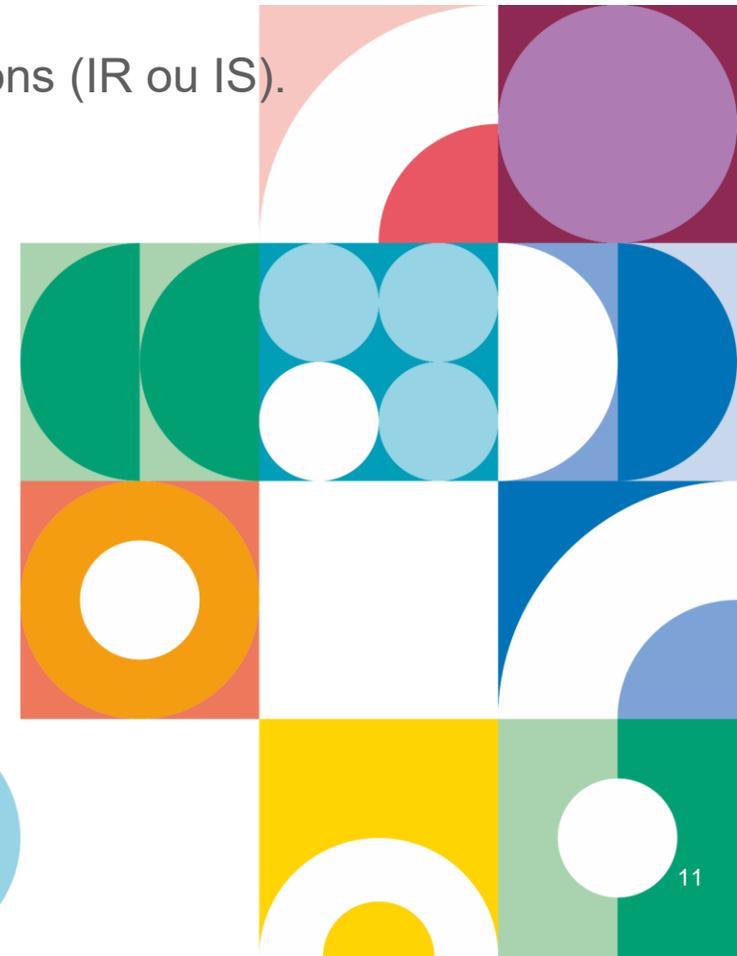
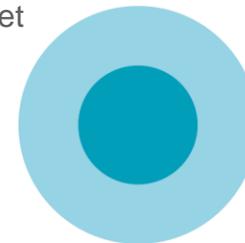
Selon le statut juridique, l'entreprise peut relever par défaut soit de l'impôt sur le revenu, soit de l'impôt sur les sociétés

Il est généralement possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces impositions (IR ou IS).

Il est recommandé d'être accompagné pour choisir le mode d'imposition.

Statut juridique	Impôt sur le revenu - IR	Impôt sur la société - IS
Entreprise individuelle*	Oui	Oui
EURL / SARL Travailleur non salarié	Oui	Oui
SASU / SAS / SARL Assimilé salarié	Oui	Oui

* Les auto-entrepreneurs sont obligatoirement au régime fiscal de la micro-entreprise et à l'impôt sur le revenu



L'assiette de cotisations : entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (IR)

Les cotisations de sécurité sociale sont calculées sur le revenu d'activité indépendante retenu pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

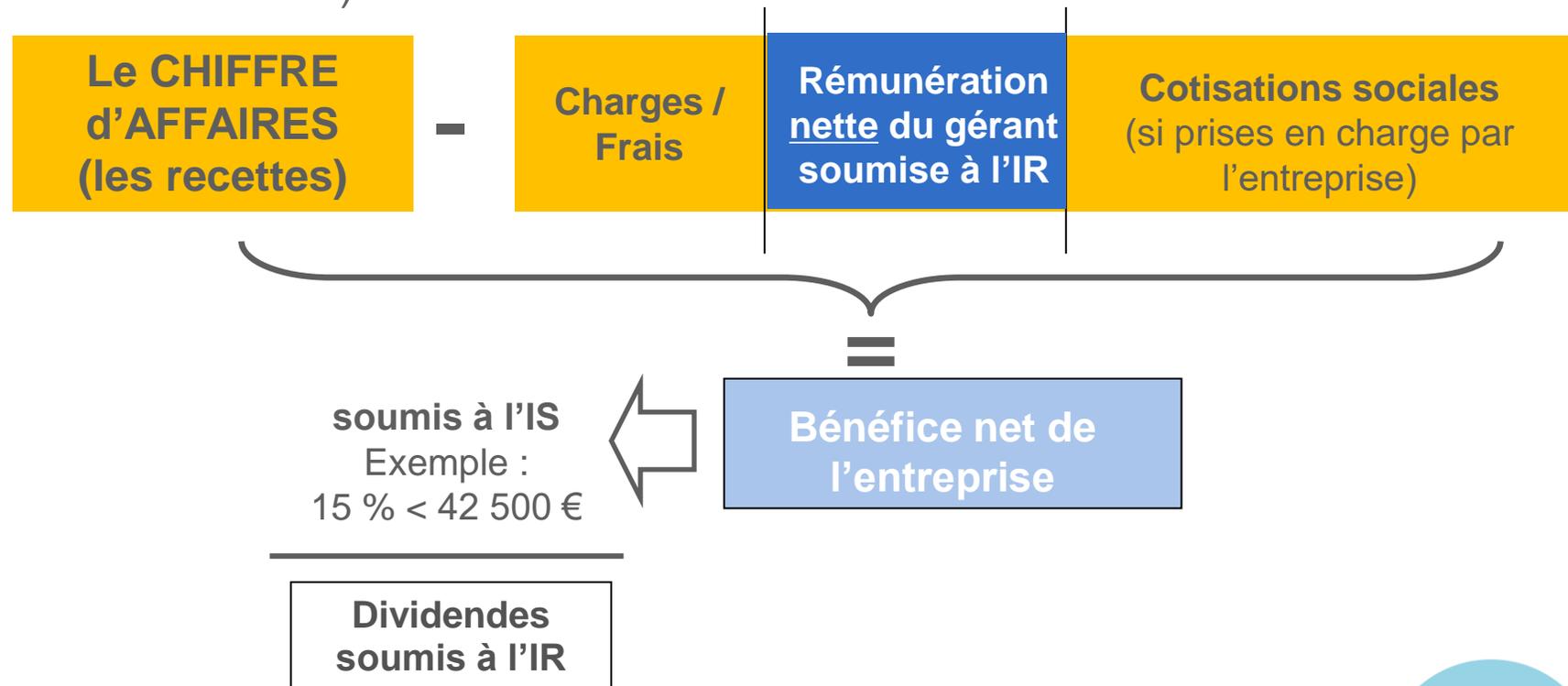
Cela correspond au bénéfice net imposable (chiffre d'affaires diminué des charges).



Il n'est pas tenu compte des exonérations fiscales dans l'assiette sociale.

L'assiette de cotisations : entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (IS)

Les cotisations de sécurité sociale sont calculées sur le revenu d'activité indépendante retenu pour le calcul de l'impôt sur le revenu du gérant. Cela correspond à la rémunération nette imposable (rémunération brute diminuée des frais réels et des cotisations sociales).



L'abattement fiscal forfaitaire pour frais de 10% ne s'applique pas à l'assiette sociale. Une part des dividendes perçus est également prise en compte.

L'Acre : régime réel travailleur non salarié et assimilé salarié

Exonération totale ou partielle des cotisations de début d'activité

Les créateurs d'entreprises* sont exonérés **pendant 12 mois, de date à date** de certaines cotisations.

Le montant de l'exonération dépend du revenu annuel :

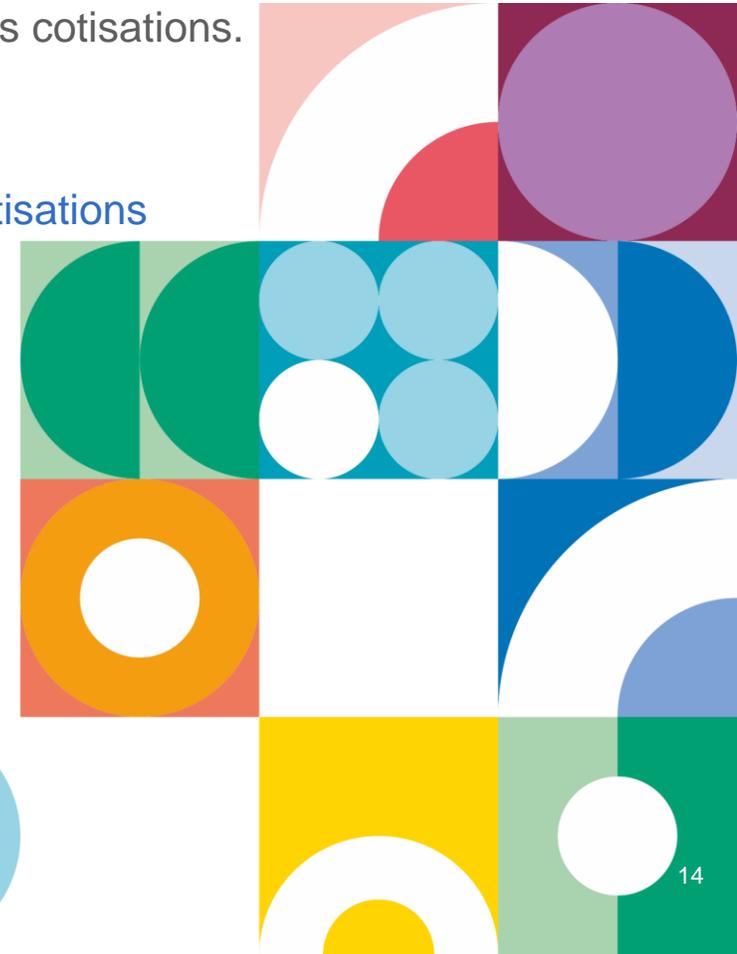
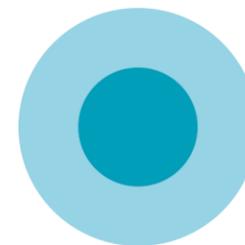
- Revenus < à 34 776 € : exonération totale des cotisations concernées*
- Revenus compris entre 34 776 et 46 368 € : exonération partielle et dégressive des cotisations
- Revenus > à 46 368 € : pas d'exonération

Pour cela :

- Vous ne devez pas avoir bénéficié de cette aide depuis 3 ans. Cette période de 3 ans se situe entre la fin de cette exonération et la date de création de l'entreprise en 2024.
- Vous ne devez pas être en situation de reprise d'une activité identique à la suite d'une radiation (année en cours + 1 année civile complète).

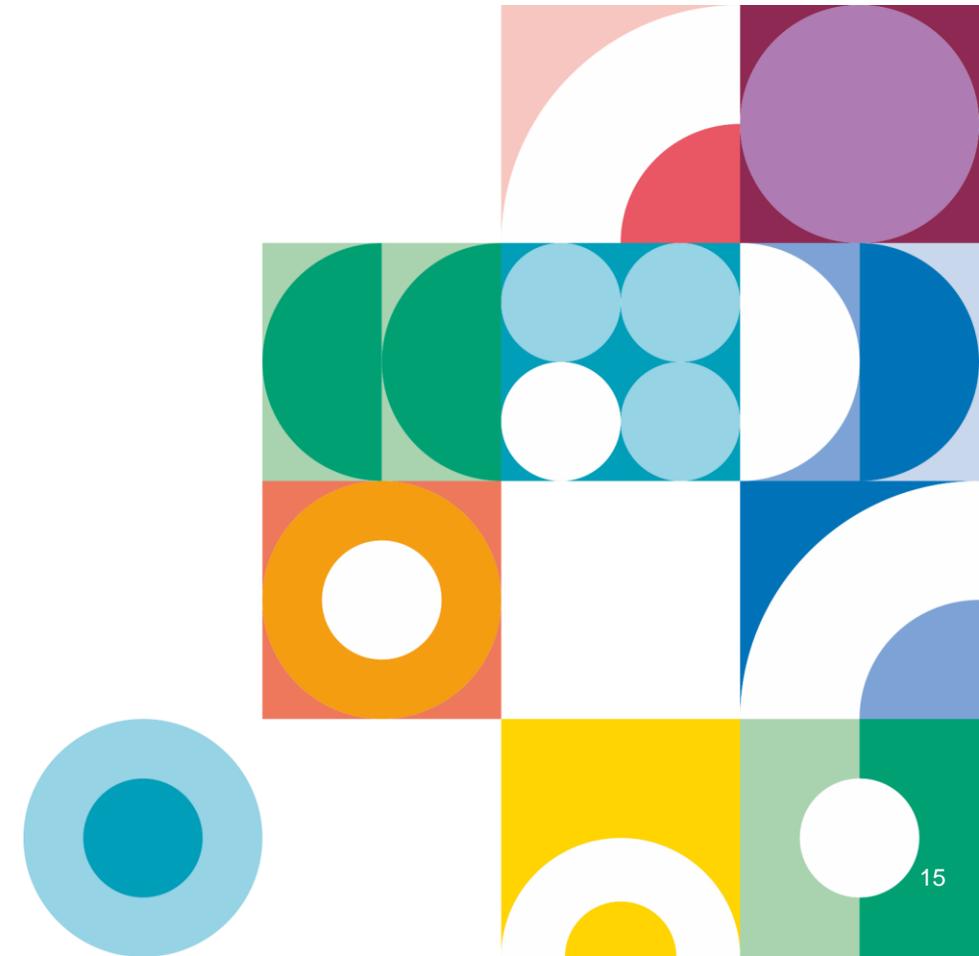
Bon à savoir : Lorsque l'activité est exercée sous la forme d'une société, le créateur doit en exercer le contrôle effectif.

* y compris les conjoints collaborateurs des travailleurs indépendants ne relevant pas du régime micro social et bénéficiant eux-mêmes de l'exonération Acre



L'Acre : régime réel travailleur non salarié et assimilé salarié

TRAVAILLEURS NON SALARIES EI / EURL / SELARL (gérant majoritaire)	ASSIMILES SALARIE SAS / SASU/SELARL (gérant minoritaire ou égalitaire)
Exonération	Exonération
Cotisations personnelles d'assurance maladie, d'invalidité-décès, de retraite de base et d'allocations familiales	Cotisations salariales et patronales de Sécurité sociale correspondant à l'assurance maladie, maternité, retraite de base, invalidité décès, aux prestations familiales
Pas d'exonération	Pas d'exonération
Cotisation de retraite complémentaire (7%), la CSG-CRDS (9,7%) et la contribution à la formation professionnelle (CFP).	Cotisation de retraite complémentaire obligatoire, CSG-CRDS, accidents du travail, contribution solidarité autonomie, FNAL, formation professionnelle, prévoyance



Les cotisations

Travailleur non salarié / Assimilé Salarié

	TRAVAILLEURS NON SALARIÉS EI / EURL / SELARL (gérant majo)	ASSIMILÉS SALARIÉS SAS / SASU / SELARL (gérant mino ou égalitaire)
Revenu NET	30 000 €	30 000 €
Cotisations Sociales	Environ 40 % pour la Cipav = 12 000 €	Environ 62 % du salaire brut ou 80% du salaire net = 24 000 €
	Environ 30 % hors retraite complémentaire et invalidité-décès pour les autres caisses de retraite = 9 000 €	
COUT TOTAL pour l'entreprise Net + Charges Sociales	Environ 42 000 €	Environ 54 000 €
	Environ 39 000 €	

Pour en savoir plus sur les [cotisations sociales](#)

Le calcul des cotisations (Profession libérale réglementée non salariée relevant de la Cipav)

Début d'activité:

Les deux premières années, les calculs de cotisations sont effectués sur des bases forfaitaires.

1^e année avec l'Acre :

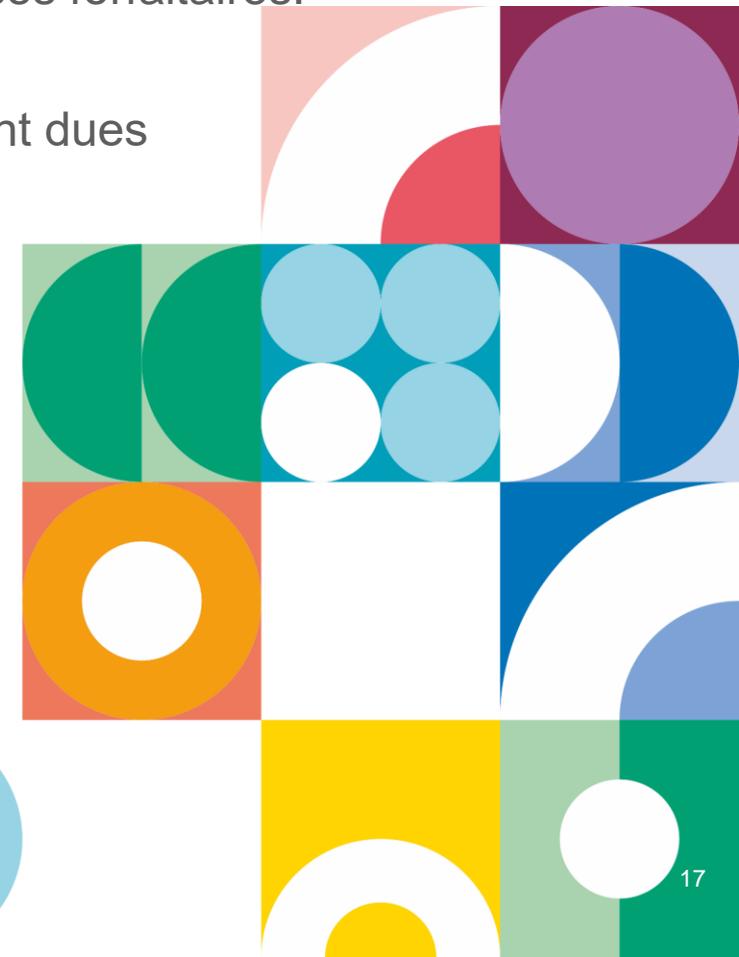
En fonction des exonérations liées à l'Acre, seules les cotisations suivantes restent dues (montant proratisé pour un début d'activité en cours d'année 2024).

Nature des cotisations	Base forfaitaire de calcul	Montant annuel
Retraite complémentaire	8 810 €	793 €
CSG – CRDS	8 810 €	855 €
Formation professionnelle (CFP)	46 368 €	116 €

Total :
1 764 €

2^e année :

En début d'année calcul de l'ensemble des cotisations sur la base forfaitaire jusqu'à la déclaration d'impôt sur le revenu (2^e trimestre).



Le calcul des cotisations (Profession libérale réglementée non salariée hors Cipav)

Début d'activité:

Les deux premières années, les calculs de cotisations sont effectués sur des bases forfaitaires.

1^e année avec l'Acre :

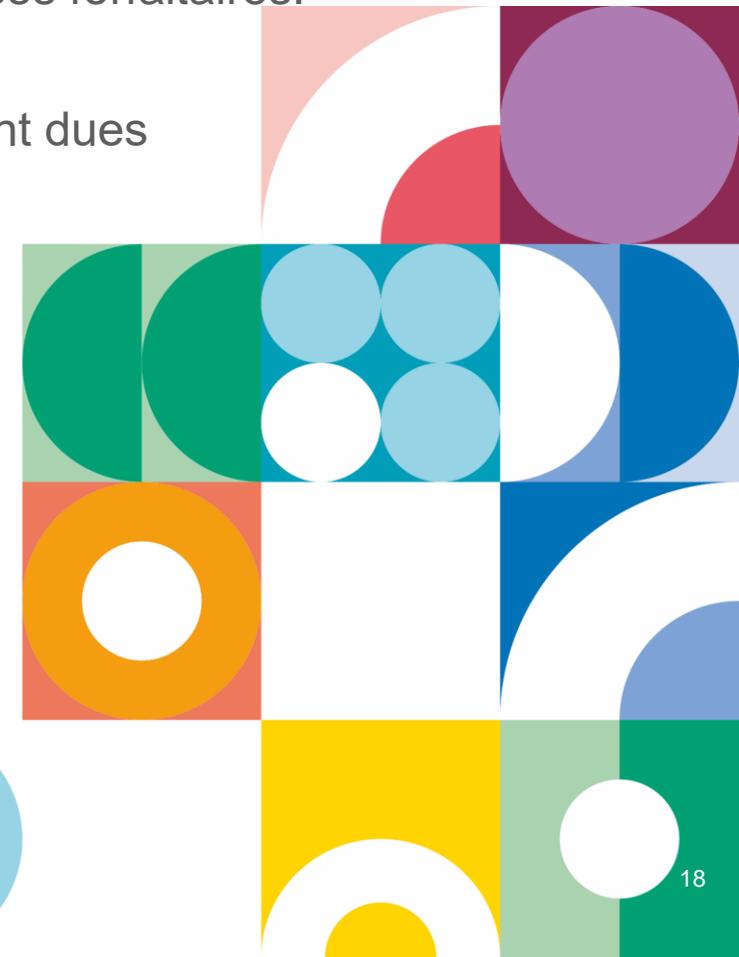
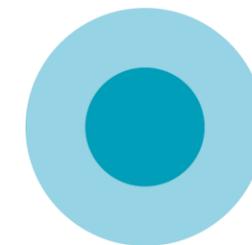
En fonction des exonérations liées à l'Acre, seules les cotisations suivantes restent dues (montant proratisé pour un début d'activité en cours d'année 2024).

Nature des cotisations	Base forfaitaire de calcul	Montant annuel
CSG – CRDS	8 810 €	855 €
Formation professionnelle (CFP)	46 368 €	116 €

Total :
971 €

2^e année :

En début d'année calcul de l'ensemble des cotisations sur la base forfaitaire jusqu'à la déclaration d'impôt sur le revenu (2^e trimestre).



Le calcul des cotisations

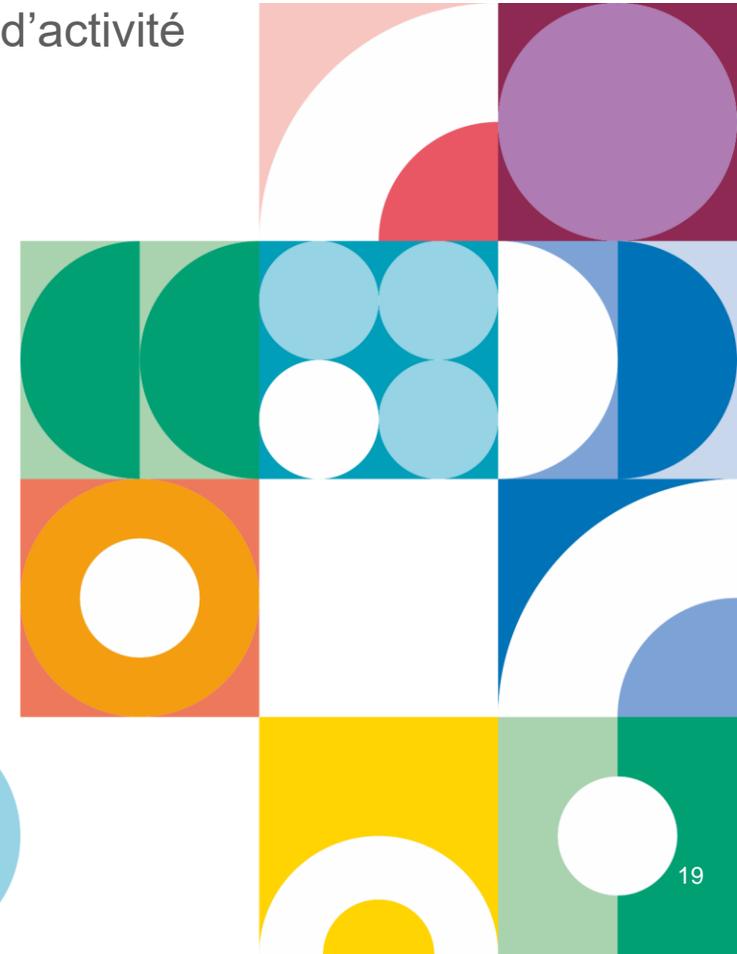
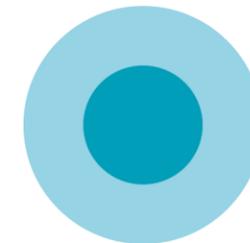
(Travailleur non salarié)

Rythme de croisière

Un échéancier est mis à disposition sur votre compte en ligne. Il indique le montant de vos cotisations, pour l'année en cours, calculées à titre provisoire sur la base du dernier revenu d'activité non salariée connu.

Dès que les impôts transmettent le montant de votre revenu professionnel 2024 en 2025, un nouvel échéancier 2025 est mis en ligne et comprend :

- le calcul de la régularisation de vos cotisations 2024 ;
- le recalcul du montant de vos cotisations provisoires 2025 ;
- à titre d'information, le montant provisoire de vos premières échéances de 2026 est également indiqué. Vous pouvez bénéficier d'un remboursement des cotisations versées en trop, si la situation de votre compte le permet.



Les cotisations minimales

(Profession libérale réglementée non salariée relevant de la **Cipav**)

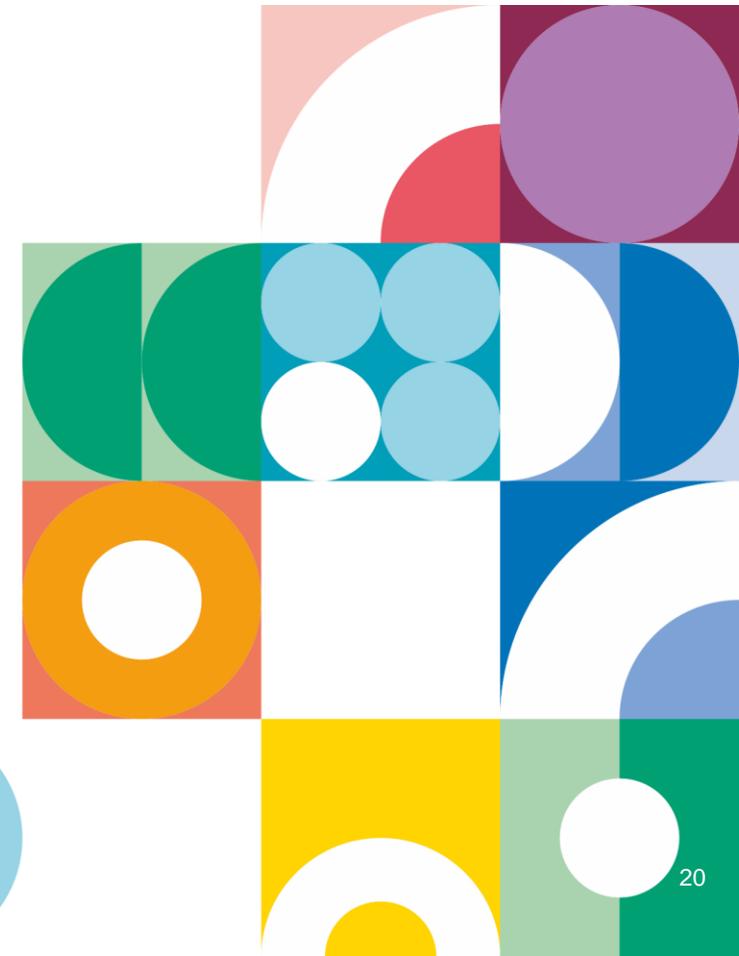
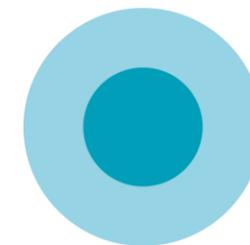
Si vos revenus sont déficitaires ou inférieurs à certains seuils, vous devez cotiser sur une base annuelle minimale (sauf cas particulier) même si vous êtes par ailleurs salarié ou retraité.

Cotisations	Base de calcul	Montant minimal annuel des cotisations
Maladie 2 (indemnités journalières)	18 547 €	56 €
Retraite de base Cipav	5 243 €	529 €
Invalidité-Décès Cipav	17 156 €	86 €
Formation professionnelle (cotisation forfaitaire)	46 368 €	116 €

Total :
787 €

La cotisation minimale de retraite de base doit permettre de valider 3 trimestres de retraite. Pour pouvoir valider 4 trimestres de retraite de base en 2024, il est nécessaire d'avoir un revenu professionnel annuel de 600 Smic horaire (6 990 € au 1^{er} janvier 2024).

Les autres cotisations (assurance maladie, retraite complémentaire, allocations familiales et CSG/CRDS) sont calculées en fonction du revenu réel.



Les taux de cotisations (Profession libérale réglementée non salariée relevant de la Cipav)

Base de calcul et taux de cotisations obligatoires

		Taux
Maladie - maternité	Revenus inférieurs à 18 547 € ⁽¹⁾	0 %
	Revenus compris entre 18 547 € ⁽¹⁾ et 27 821 € ⁽²⁾ inclus	Taux progressif de 0 à 4 %
	Revenus supérieurs à 27 821 € ⁽²⁾ € jusqu'à 51 005 € ⁽³⁾	Taux progressif de 4 à 6,50 %
	Part des revenus supérieurs à 51 005 € ⁽³⁾	6,50 %
MALADIE 2 (indemnités journalières maladie)	Dans la limite de 139 104 € ⁽⁴⁾	0,30 %
Allocations familiales	Pour les revenus inférieurs à 51 005 € ⁽³⁾	0 %
	Pour les revenus compris entre 51 005 € ⁽¹⁾ et 64 915 € ⁽⁵⁾	Taux progressif de 0 à 3,10 %
	Pour les revenus supérieurs à 64 915 € ⁽⁵⁾	3,10 %
CSG / CRDS	Totalité du revenu de l'activité non salariée + cotisations sociales obligatoires	9,70 %
Formation Professionnelle	Sur la base de 46 368 € ⁽⁶⁾	0,25 % ⁽⁸⁾
Retraite de base Cipav	de 0 à 46 368 € ⁽⁶⁾	8,23 %
	de 0 à 231 840 € ⁽⁷⁾	1,87 %
Retraite complémentaire Cipav	de 0 à 46 368 € ⁽⁶⁾	9 %
	de 46 368 € ⁽⁶⁾ à 162 288 € ⁽⁴⁾	22 %
Invalidité-décès Cipav	de 0 à 85 781 € ⁽⁹⁾	0,50 %

Taux de cotisations en régime de croisière :
Environ 40 % des revenus nets

(1) 40 % plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS). (2) 60 % PASS. (3) 110% Pass. (4) 3,5 Pass. (5) 140 % du Pass. (6) 1 Pass. (7) 5 Pass. (8) 0,34 % avec un conjoint collaborateur. (9) 1,85 PASS

Les cotisations minimales

(Profession libérale réglementée non salariée hors Cipav)

Si vos revenus sont déficitaires ou inférieurs à certains seuils, vous devez cotiser sur une base annuelle minimale (sauf cas particulier) même si vous êtes par ailleurs salarié ou retraité.

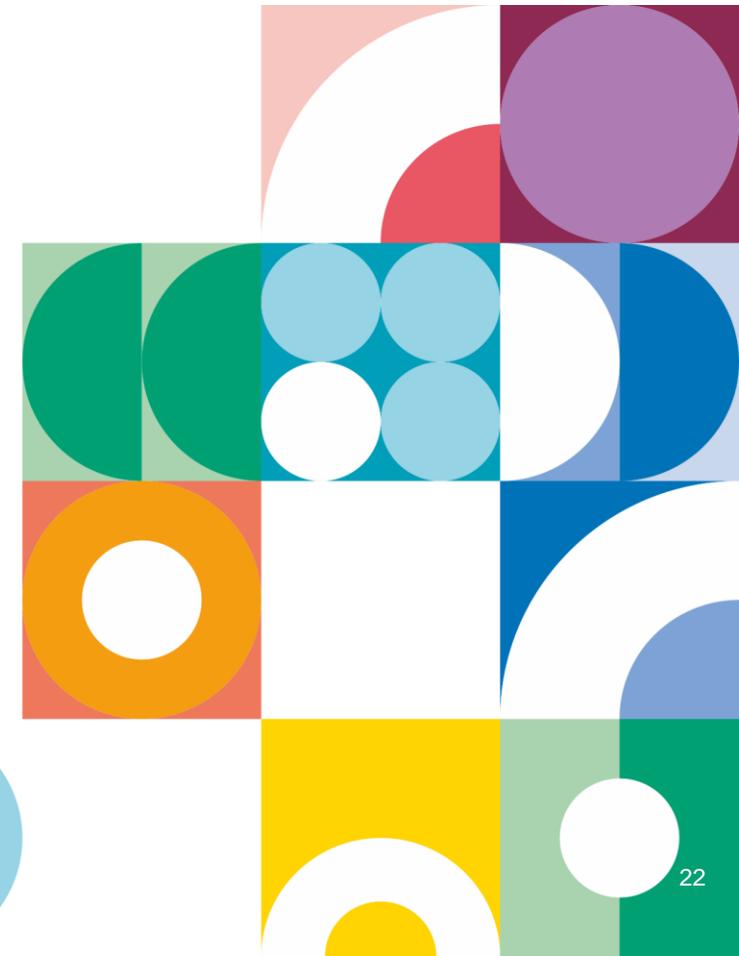
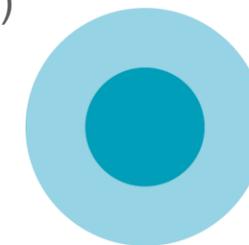
Cotisations	Base de calcul	Montant minimal annuel des cotisations
Maladie 2 (indemnités journalières excepté pour les avocats)	18 547 €	56 €
Retraite de base CNAVPL	5 243 €	529 €
Formation professionnelle (cotisation forfaitaire)	46 368 €	116 €

Total :
701 €

La cotisation minimale de retraite de base doit permettre de valider 3 trimestres de retraite. Pour pouvoir valider 4 trimestres de retraite de base en 2024, il est nécessaire d'avoir un revenu professionnel annuel de 600 Smic horaire (6 990 € au 1^{er} janvier 2024).

Les autres cotisations (assurance maladie, allocations familiales et CSG/CRDS) sont calculées en fonction du revenu réel.

Les caisses de retraite gèrent le calcul la retraite complémentaire et l'invalidité décès.



Les taux de cotisations (Profession libérale réglementée non salariée hors Cipav)

Base de calcul et taux de cotisations obligatoires

		Taux
Maladie - maternité	Revenus inférieurs à 18 547 € ⁽¹⁾	0 %
	Revenus compris entre 18 547 € ⁽¹⁾ et 27 821 € ⁽²⁾ inclus	Taux progressif de 0 à 4 %
	Revenus supérieurs à 27 821 € ⁽²⁾ € jusqu'à 51 005 € ⁽³⁾	Taux progressif de 4 à 6,50 %
	Part des revenus supérieurs à 51 005 € ⁽³⁾	6,50 %
MALADIE 2 (indemnités journalières maladie)	Dans la limite de 139 104 € ⁽⁴⁾	0,30 %
Allocations familiales	Pour les revenus inférieurs à 51 005 € ⁽³⁾	0 %
	Pour les revenus compris entre 51 005 € ⁽¹⁾ et 64 915 € ⁽⁵⁾	Taux progressif de 0 à 3,10 %
	Pour les revenus supérieurs à 64 915 € ⁽⁵⁾	3,10 %
CSG / CRDS	Totalité du revenu de l'activité non salariée + cotisations sociales obligatoires	9,70 %
Formation Professionnelle	Sur la base de 46 368 € ⁽⁶⁾	0,25 % ⁽⁸⁾
Retraite de base	de 0 à 46 368 € ⁽⁶⁾	8,23 %
	de 0 à 231 840 € ⁽⁷⁾	1,87 %
Retraite complémentaire	Cotisations variables selon l'activité pour les autres sections de la CNAVPL	
Invalidité-décès	Cotisations variables selon l'activité pour les autres sections de la CNAVPL	

Taux de cotisations en régime de croisière :

Environ 30 % des revenus nets (hors retraite complémentaire et invalidité décès)

(1) 40 % plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS). (2) 60 % PASS. (3) 110% Pass. (4) 3 Pass. (5) 140 % du Pass.

(6) 1 Pass. (7) 5 Pass. (8) 0,34 % avec un conjoint collaborateur.

Les cotisations

(Retraite des avocats non salariés)

Retraite de base :

Une cotisation forfaitaire

Avocats inscrits à la CNBF en 2023	273 €	Avocats inscrits à la CNBF en 2024	273 €
------------------------------------	-------	------------------------------------	-------

Une cotisation forfaitaire annuelle

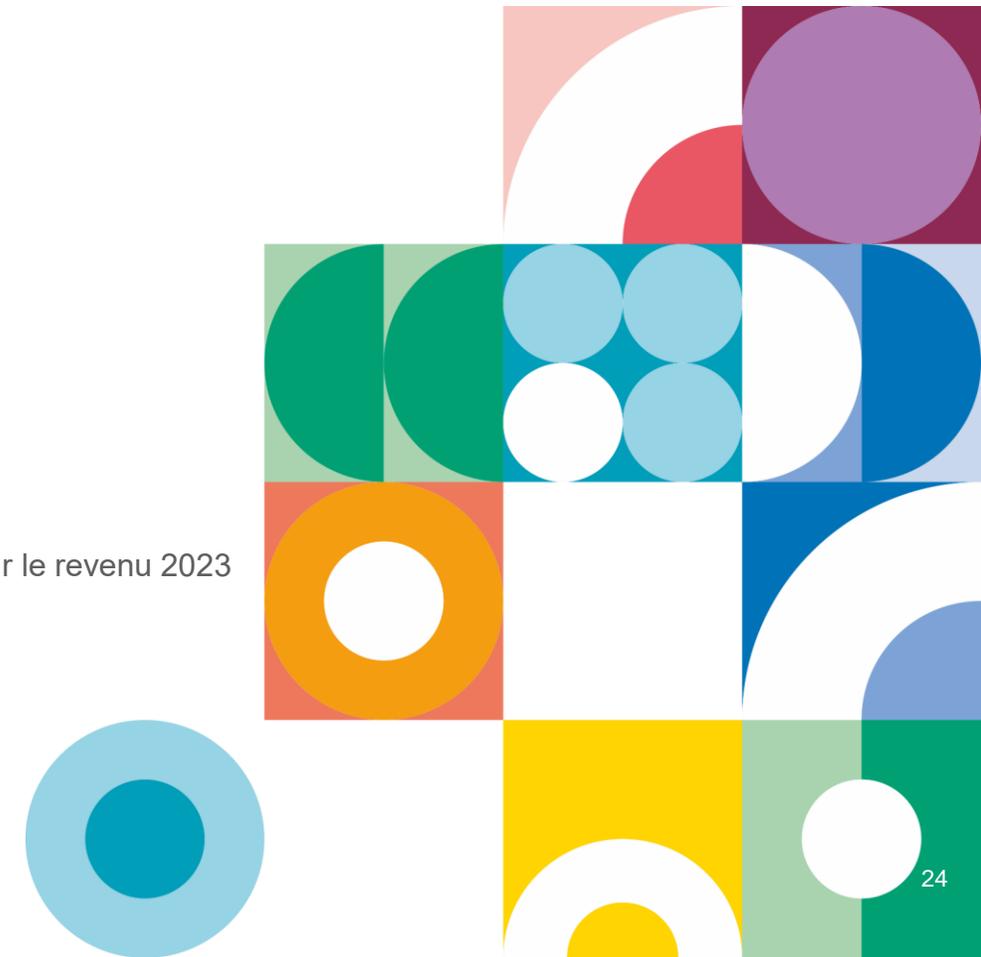
1 ^{re} année	337 €	3 ^e année	1 062 €	5 ^e année	1 446 €
2 ^e année	677 €	4 ^e année	1 446 €	A partir de la 6 ^e année*	1 845 €

* Et tout cotisant âgé de plus de 65 ans et plus au 1^{er} janvier 2024

Une cotisation forfaitaire annuelle

3,10 % du bénéfice professionnel 2022 à titre provisionnel, plafonnée à 297 549 €, puis ajustée sur le revenu 2023 dès sa déclaration, puis régularisée en 2025 en fonction du revenu réel 2024.

Pour la cotisation [invalidité-décès](#), la contribution équivalente aux [droits de plaidoiries](#) et la [retraite complémentaire](#), consultez le site cnbf.fr



L'estimation du revenu d'activité

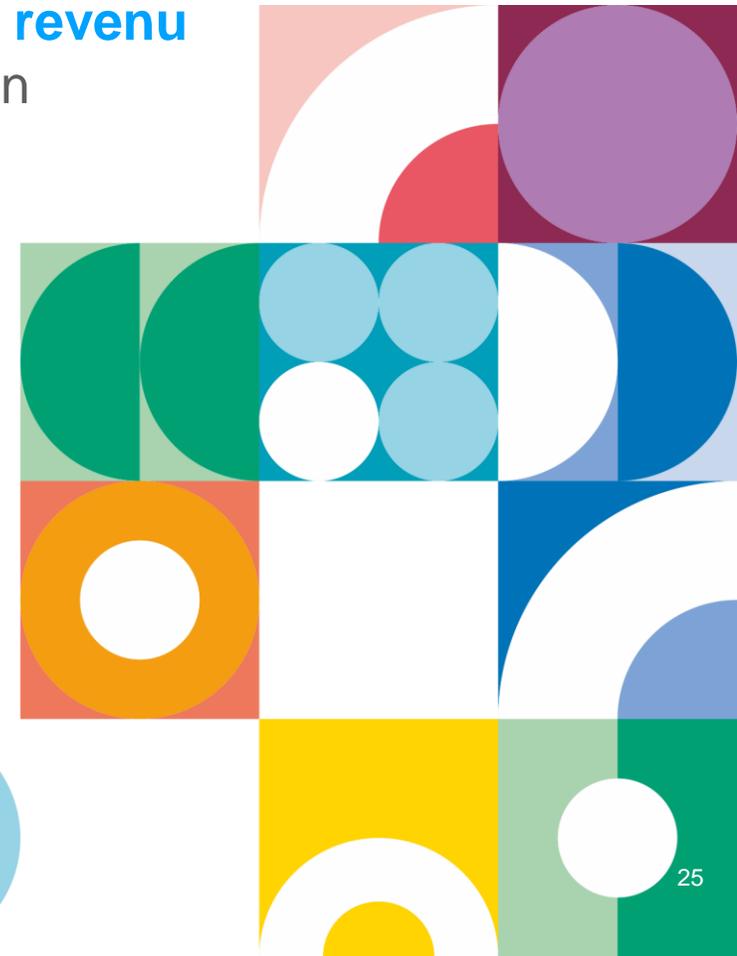
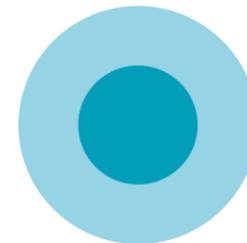
(Travailleur non salarié : Profession libérale réglementée)

A la création de votre entreprise ou en période de croisière, vous pouvez à tout moment demander la révision de vos cotisations provisionnelles sur un **revenu estimé** à la **baisse** ou à la **hausse** par rapport à la base de calcul ou en fonction du revenu de l'année N-1.

Pour en savoir plus :

- [Profession libérale réglementée](#).

Vous pouvez effectuer la demande sur [urssaf.fr/Votre espace](https://urssaf.fr/Votre-espace) si vous exercez une profession libérale réglementée.



Le paiement et la déclaration

(Travailleur non salarié : Profession libérale réglementée)

Un délai de 90 jours à compter de la date de début d'activité pour payer les premières cotisations :

- **mensuellement par prélèvement automatique** le 5 ou sur option le 20 de chaque mois
- sur option, trimestriellement aux échéances du 5 février, 5 mai, 5 août et 5 novembre.

Les paiements en ligne

- possibilité de paiement par prélèvement, télépaiement ou carte bancaire.
- sur urssaf.fr > Votre espace > Paiement.



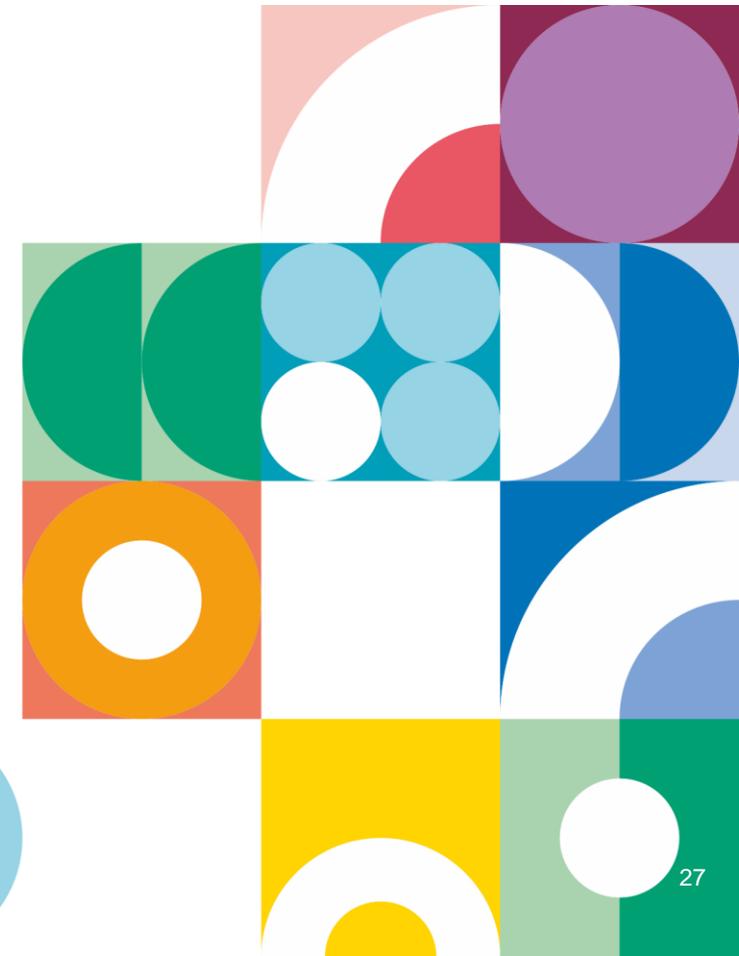
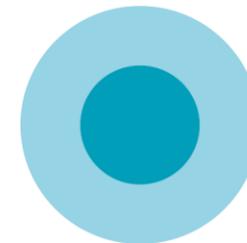
Les taux de cotisations (Assimilé salarié)

Le total des charges sociales représente environ 60 % du salaire brut soit l'équivalent de 80 % du salaire net.

Si vous ne vous versez pas de salaire, vous ne payez pas de cotisations.

En tant que mandataire social, vous êtes considéré comme un cadre. A ce titre il y a des cotisations complémentaires : retraite complémentaire cadre, prévoyance. En fonction de la convention collective, il peut y avoir des différences.

La mutuelle soins de santé doit être mise en place dans l'entreprise.



Les modalités de déclaration et le paiement

(Assimilé salarié)

La Déclaration sociale nominative (DSN)

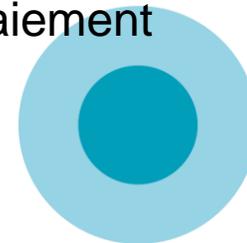
La déclaration sociale nominative (DSN) remplace la majorité des déclarations sociales auprès des organismes de protection sociale et s'effectue mensuellement en ligne.

Elle peut être effectuée soit :

- par un tiers déclarant
- par l'Urssaf service Titre emploi service entreprise (Tese), offre gratuite de simplification des formalités sociales ([letese.urssaf.fr](https://www.letese.urssaf.fr)).

Le paiement

En fonction du choix du mode de déclaration, plusieurs moyens de paiement dématérialisés vous seront proposés pour payer les cotisations et contributions sociales.



Les simulations

(Profession libérale non salarié, assimilé salarié)

Impôt sur le revenu
 Impôt sur les sociétés

Les données de simulations se mettront automatiquement à jour après la modification d'un champ.

Rémunération totale	41 416 €
<small>Total payé par l'entreprise pour la rémunération du dirigeant</small>	
Cotisations et contributions	11 416 €
Rémunération nette	30 000 €
<small>Après déduction des cotisations, contributions et charges</small>	

Coût pour l'entreprise pour un revenu ou un salaire net de 30 000 €

- Profession libérale (Cipav) 41 416 €
- Assimilé salarié : 53 934 €

Les données de simulations se mettront automatiquement à jour après la modification d'un champ.

Rémunération totale	53 934 €
<small>Total payé par l'entreprise pour la rémunération du dirigeant</small>	
Rémunération brute	38 301 €
Cotisations	23 934 €
Salaire net	30 000 €
<small>Salaire net avant impôt</small>	

Effectuez vos simulations sur mon-entreprise.urssaf.fr

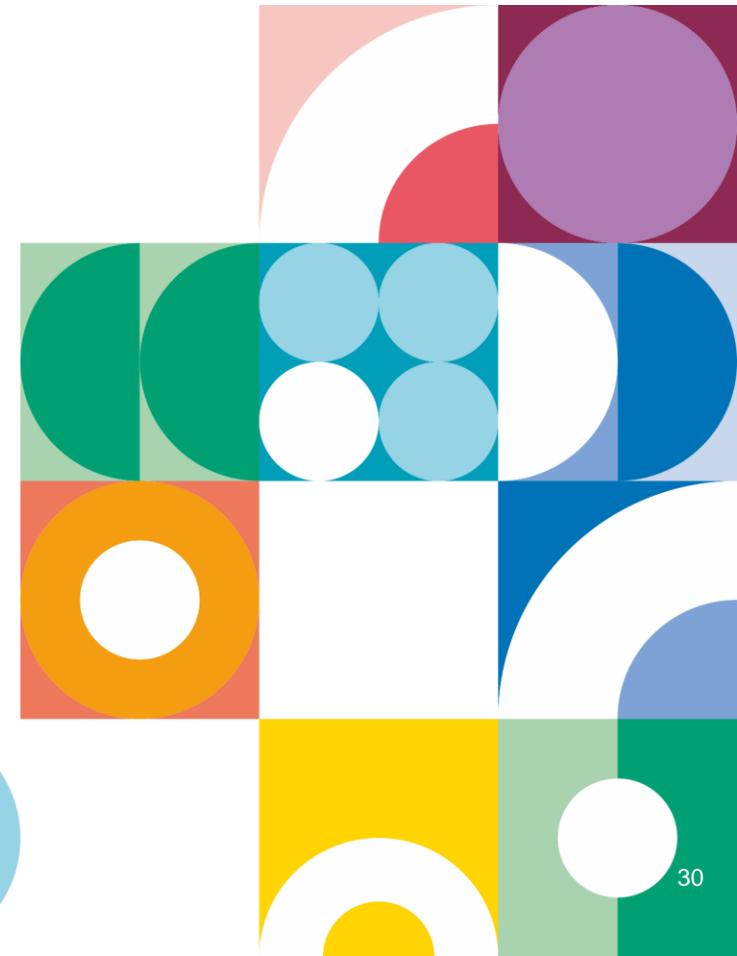
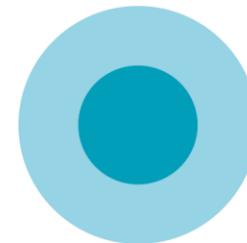
L'impôt sur la société

Pour l'Impôt sur les Sociétés, vous êtes soumis :

- à un taux réduit de :
 - 15 % sur la tranche inférieure à 42 500 € de bénéfices pour un CA < ou égal à 10 M€ ;
- à un taux normal de :
 - 25 %

Pour en savoir plus :

<https://www.impots.gouv.fr/portail/international-professionnel/impot-sur-les-societes>



Les dividendes

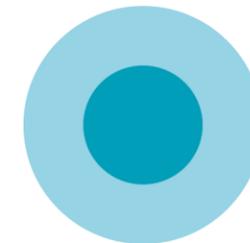
Les dividendes versés à un **actionnaire de SAS/SASU** sont soumis soit :

- au PFU (prélèvement forfaitaire unique) ou à la « flat tax » de 30 % composé de :
 - 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu ;
 - 17,2 % au titre des prélèvements sociaux.

Ou

- sur option globale pour le barème progressif après abattement de 40 % sous certaines conditions et 17,2 % au titre des prélèvements sociaux.

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F32963>

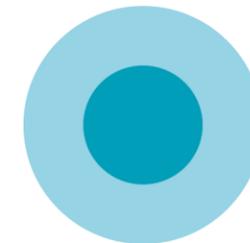


Les dividendes

Les dividendes versés à **des gérants majoritaires** sont soumis aux :

- cotisations et contributions sociales pour la part supérieure aux 10 % du capital social apporté par le gérant majoritaire, des primes d'émission et des apports en compte courant d'associé (moyenne sur l'année apportée par le gérant) ;
- prélèvements sociaux (17,2%) pour la part inférieure aux 10 % non soumise à cotisations et contributions ;
- à l'impôt sur le revenu sur la totalité des dividendes (soit 12,8 %, soit barème progressif de l'IR après abattement de 40 % sous certaines conditions)

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/fiscalite-lentreprise/generalites/regime-fiscal-social-dividendes>





Protection sociale



L'assurance maladie

Les professions libérales relevant de la Cipav, de l'une des autres sections de la CNAVPL ou de la CNBF sont rattachées directement à la Caisse primaire d'assurance maladie (**CPAM**) de leur lieu de résidence.

Leur CPAM prend en charge l'ensemble de leurs prestations

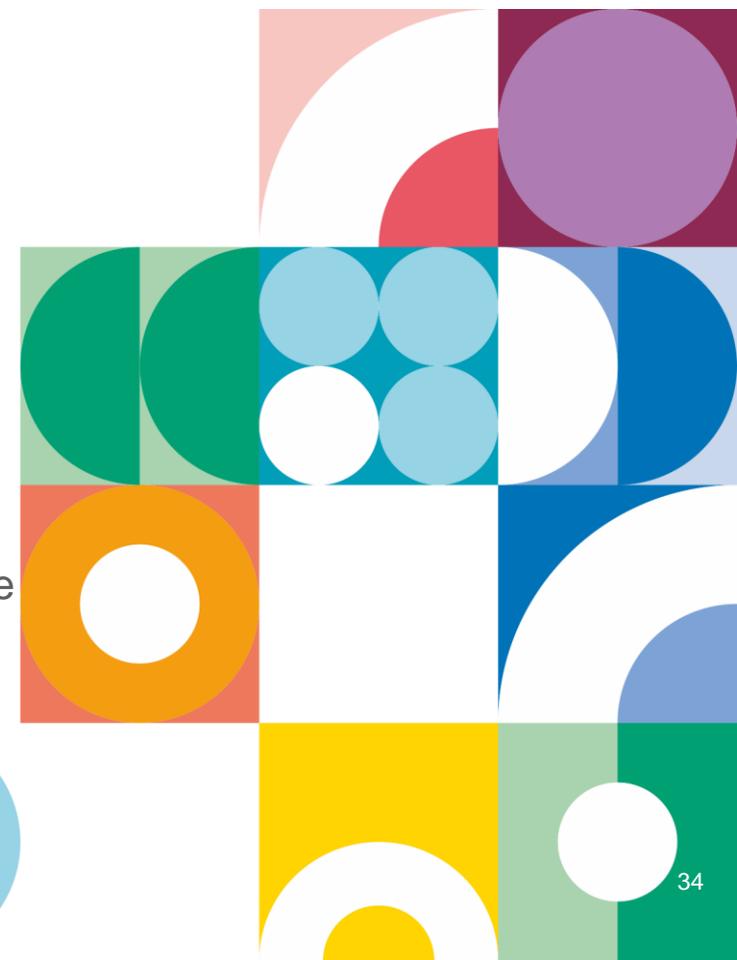
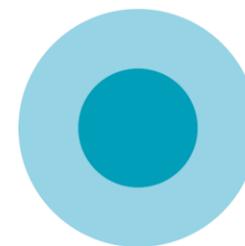
La **CPAM** comme interlocuteur unique

Remboursements / Prestations maternité-paternité / IJ* /CMU /
Ouverture des droits à la Complémentaire santé solidaire
(remplace CMU-C et ACS) /
Invalidité** / Décès** / Prévention / Action sociale

Les professionnels libéraux non-salariés peuvent bénéficier des mêmes services en ligne que les salariés en ouvrant leur **compte personnel** sur [ameli.fr](https://www.ameli.fr).

* excepté pour les avocats

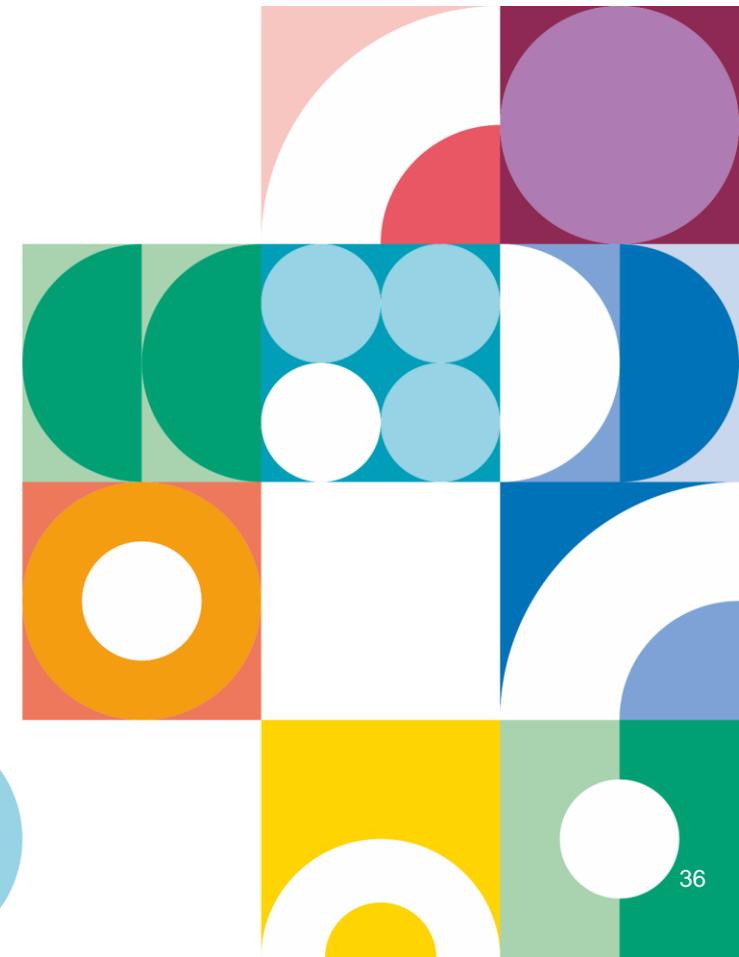
** l'invalidité-décès est gérée par la caisse de retraite pour les professions libérales réglementées



L'assurance maladie

	TRAVAILLEURS NON SALARIES	ASSIMILÉS SALARIÉS
Prestations en nature (consultations, médicaments, hospitalisations...)	Couverture de Base Sécu universelle identique pour tous	
Prestations en espèces Indemnités journalières maladie	Excepté pour les avocats. Sur la base de la moyenne des revenus cotisés des 3 dernières années.	50 % du revenu journalier des 3 derniers mois
Maternité Paternité (IJ uniquement)	Allocation forfaitaire de repos maternel + Indemnité journalière d'interruption d'activité (sous conditions). Effectuez une simulation sur ameli.fr	Indemnité journalière d'interruption d'activité (sous conditions). Effectuez une simulation sur ameli.fr
Accidents du Travail / Maladies professionnelles	Possibilité d'une prise en charge par la CPAM via une assurance volontaire à souscrire auprès de la CPAM pour des indemnités complémentaires	Inclus dans la protection sociale d'un assimilé salarié

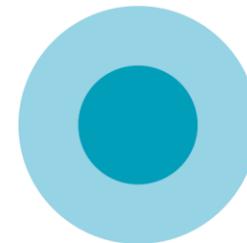
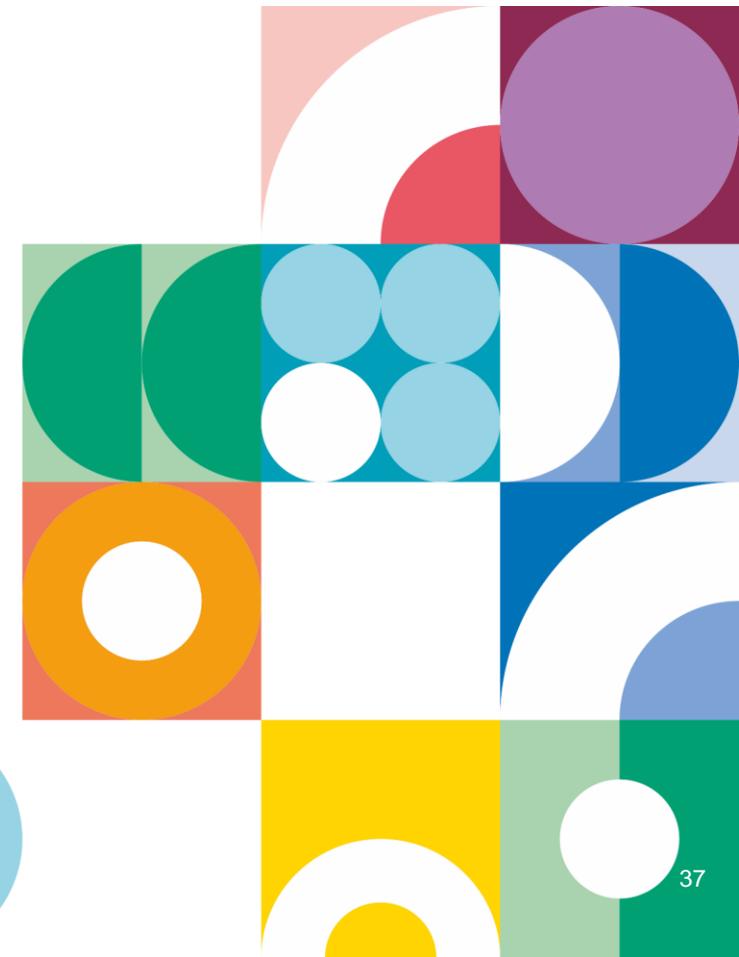
	TRAVAILLEURS NON SALARIES	ASSIMILES SALARIÉS
Retraite de Base	<p>Pour les professions libérales relevant de la Cipav, consultez le site pour connaître les modalités de calcul.</p> <p>Pour les professions libérales relevant de l'une des autres sections professionnelles de la CNAVPL ou de la CNBF, le calcul est différent selon la caisse de retraite et les options choisies.</p>	
Retraite Complémentaire Obligatoire	<p>Chaque section de la CNAVPL gère son régime complémentaire de manière autonome</p> <p>La CNBF gère également le régime complémentaire obligatoire des avocats, régime par points</p>	<p>Les cotisations versées sont converties en points de retraite.</p> <p>Ils sont multipliés par la valeur du point à la date du départ.</p>
Invalidité Décès	<p>Chaque section de la CNAVPL gère son régime invalidité-décès de manière autonome</p> <p>La CNBF gère également le régime invalidité-décès</p>	<p>Calcul de la pension en % sur la base du revenu/salaire annuel moyen perçu pendant les 10 meilleures années d'activité</p>
Prévoyance obligatoire	Pas d'obligation	Prévoyance obligatoire de 1,50 % pour la part employeur
Retraite Complémentaire Facultative	<p>Non couvert à titre obligatoire</p> <p>À souscrire auprès d'un organisme privé.</p> <p>PER</p> <p>https://www.economie.gouv.fr/PER-epargne-retraite#</p>	



Les autres assurances

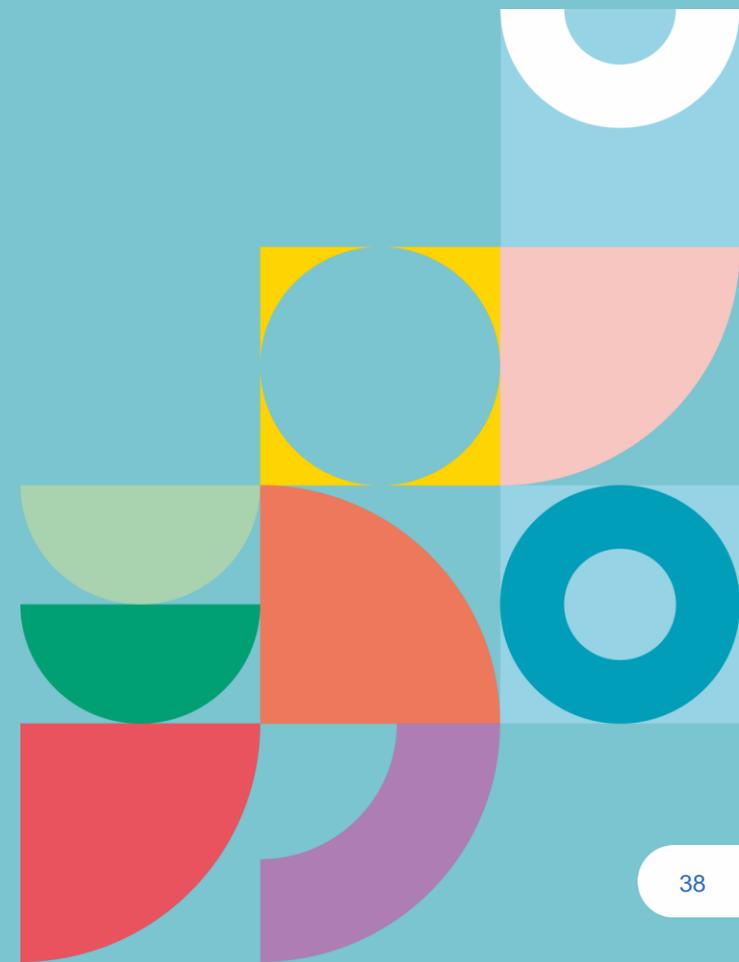
	TRAVAILLEURS NON SALARIÉS	ASSIMILÉS SALARIÉS
Famille	Prestations familiales identiques à celles des salariés gérées par la CAF (selon situation familiale et revenus)	
Formation Professionnelle	Droit ouvert avec le versement d'une contribution forfaitaire, <i>accessible également au conjoint collaborateur</i>	CPE <i>Compte personnel de formation auprès de l'OPCA</i>
<u>Chômage</u>	Non couvert à titre obligatoire Possibilité de souscrire auprès d'un organisme privé*.	

* Sous certaines conditions, possibilité d'une [allocation travailleur indépendant](#) versée par France Travail



06

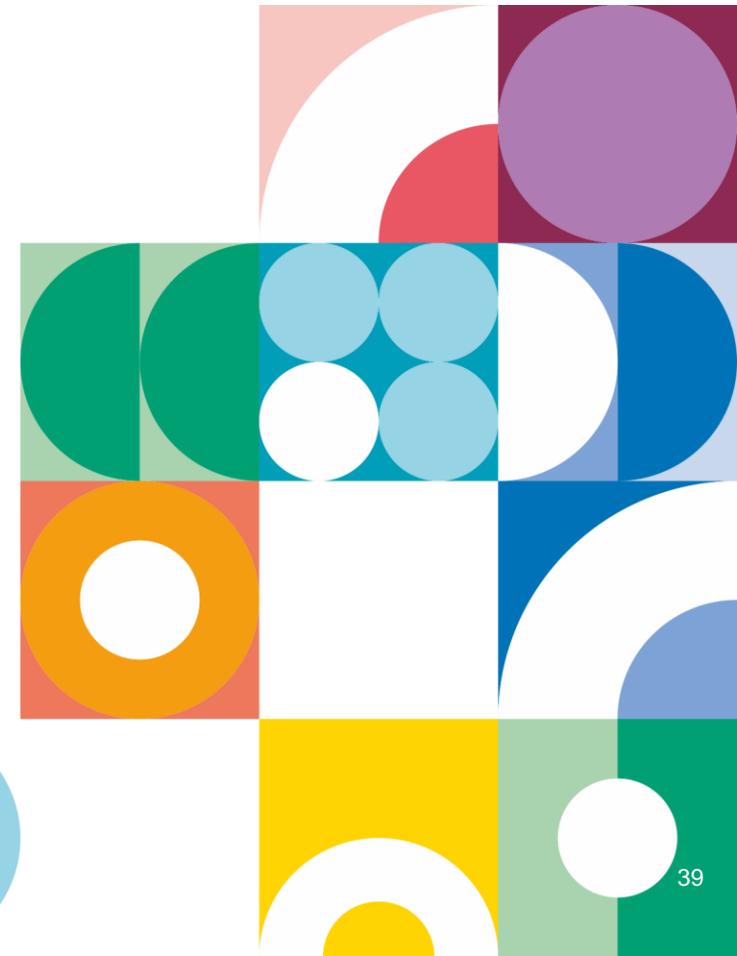
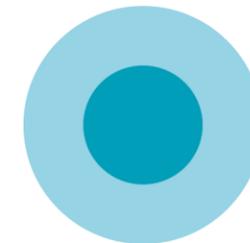
Services en ligne



Les services en ligne

- Sur urssaf.fr / **Votre espace**
 - Tableau de bord ;
 - Historique de versement des cotisations sociales ;
 - Suivi en temps réel des échéances ;
 - Paiement en ligne ;
 - Déclaration d'une estimation de revenus ;
 - Demande d'un délai de paiement des cotisations ;
 - Téléchargement d'attestations ;
 - Echanges avec votre Urssaf.

- Votre expert-comptable peut gérer votre compte en ligne et accéder à ces services.

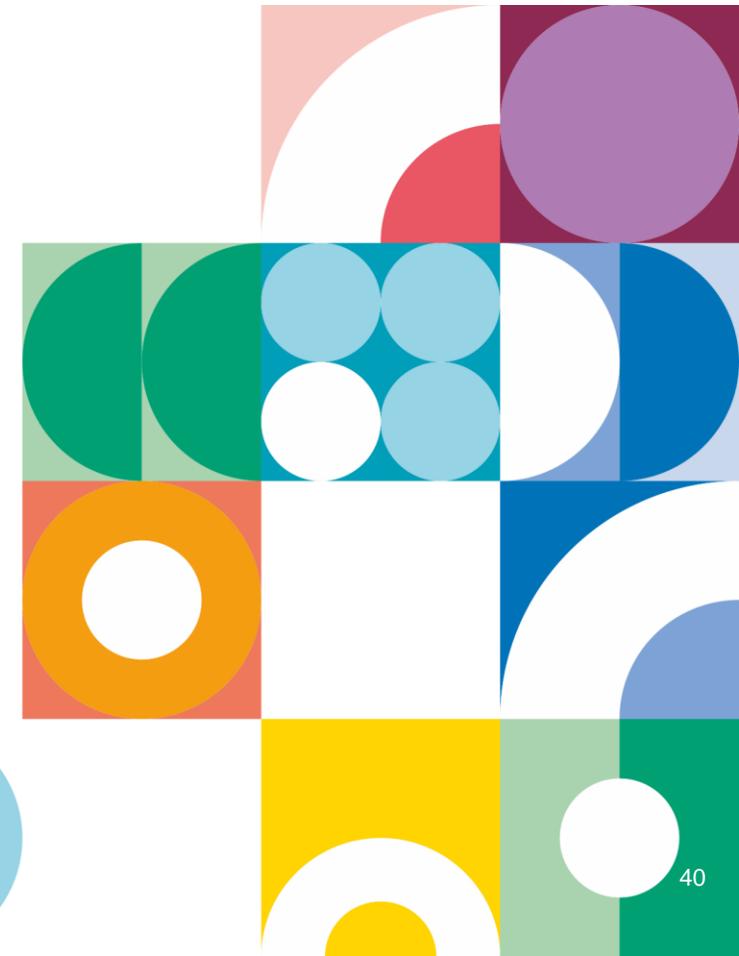
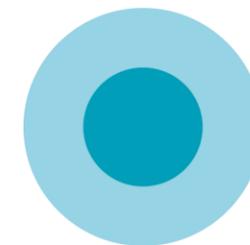


L'accompagnement

- **Mes premiers mois avec l'Urssaf**, un **accompagnement de 15 mois personnalisé et gratuit** pour les travailleurs non-salariés.
 - Vous recevez une offre de rendez-vous avec un interlocuteur dédié
 - Vous recevez des newsletters tous les mois pour vous informer des principales étapes et des échéances importantes
 - Vous êtes invité à participer à des webinaires

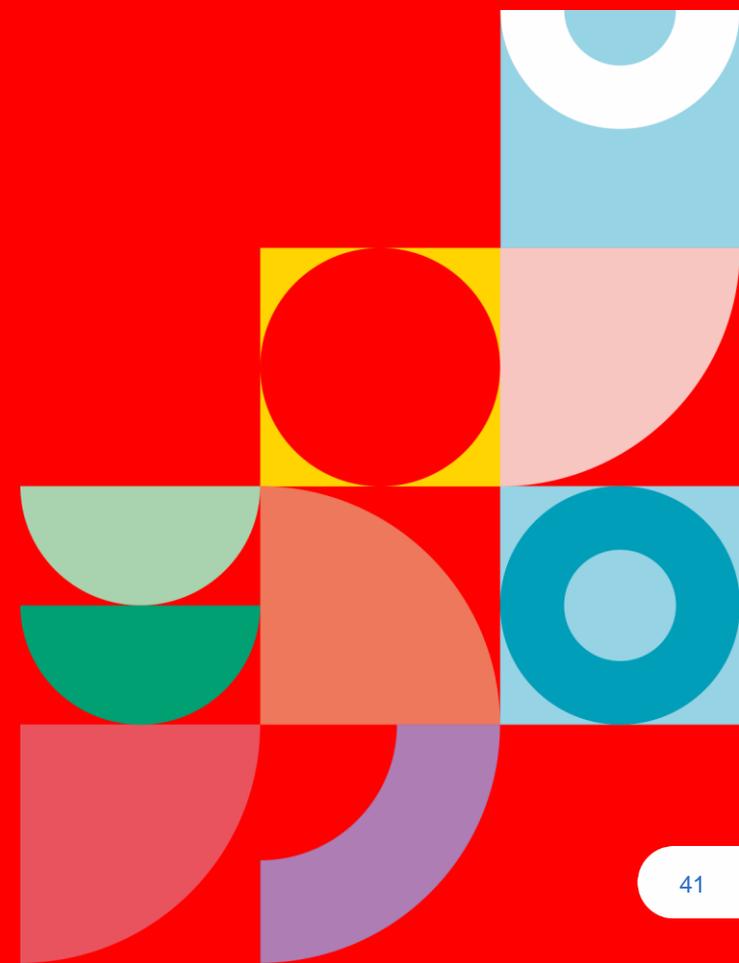
Inscrivez-vous sur urssaf.fr/mespremiersmois

- **Un accompagnement** des [employeurs pour leur première embauche](#)
- **Un accueil commun** avec les organismes de votre protection sociale (maladie, retraite, famille...)
- **Un accompagnement** des entreprises en difficulté





Action sociale

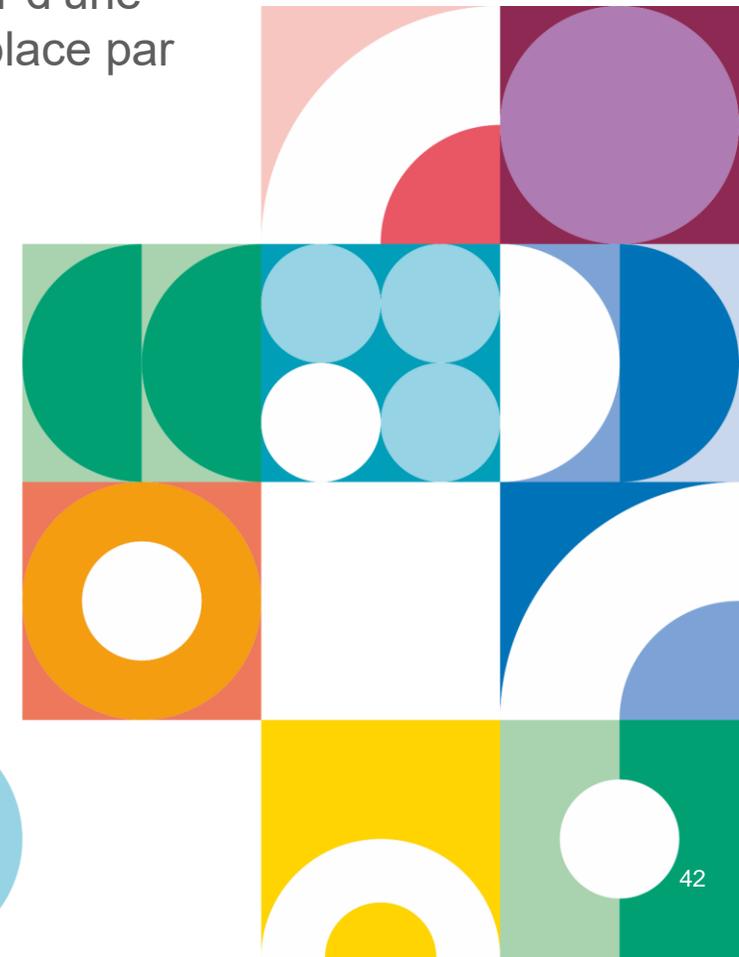
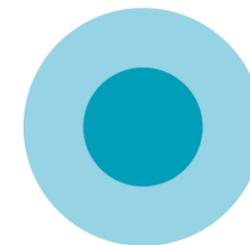


L'action sociale

Votre protection sociale vous permet, sous certaines conditions, de bénéficier d'une action sanitaire et sociale en tant qu'assuré social avec des aides mises en place par la CPAM ou la Carsat.

L'[Assurance maladie](#) peut vous permettre d'avoir accès à des aides en ce qui concerne **l'accès aux soins**, la **perte de salaire** suite à une maladie, maternité, accident du travail, la **facilitation** du maintien dans l'emploi, le reclassement ou l'adaptation du logement dans le cas d'une situation de handicap...

L'**Assurance retraite** peut vous accompagner au moment du [départ à la retraite](#), si vous êtes retraité et en [situation de rupture](#)



L'action sociale (suite)

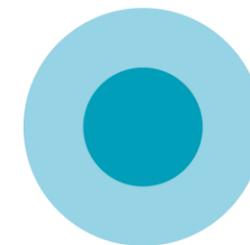
Le Conseil de la protection sociale du travailleur indépendant (CPSTI).

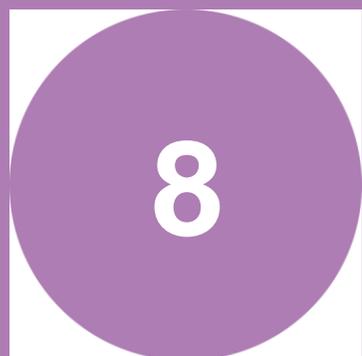
Au titre de votre activité de **professionnel libéral** non-salariée, si vous êtes confronté à des difficultés ponctuelles susceptibles d'impacter la poursuite de votre activité (souci de santé, intempéries, etc), une aide peut vous être accordée par **l'action sociale du CPSTI portée par les Urssaf** :

- prise en charge de cotisations et contributions sociales personnelles ou
- octroi d'une aide financière exceptionnelle.

Les caisses de retraite

La **Cipav** et les autres caisses de retraite (autres sections de la **CNAVPL** et **CNBF**) gèrent également un fonds d'action sociale et peuvent accorder des aides aux adhérents en difficulté dans certaines situations.





Mobilité internationale



Mobilité internationale

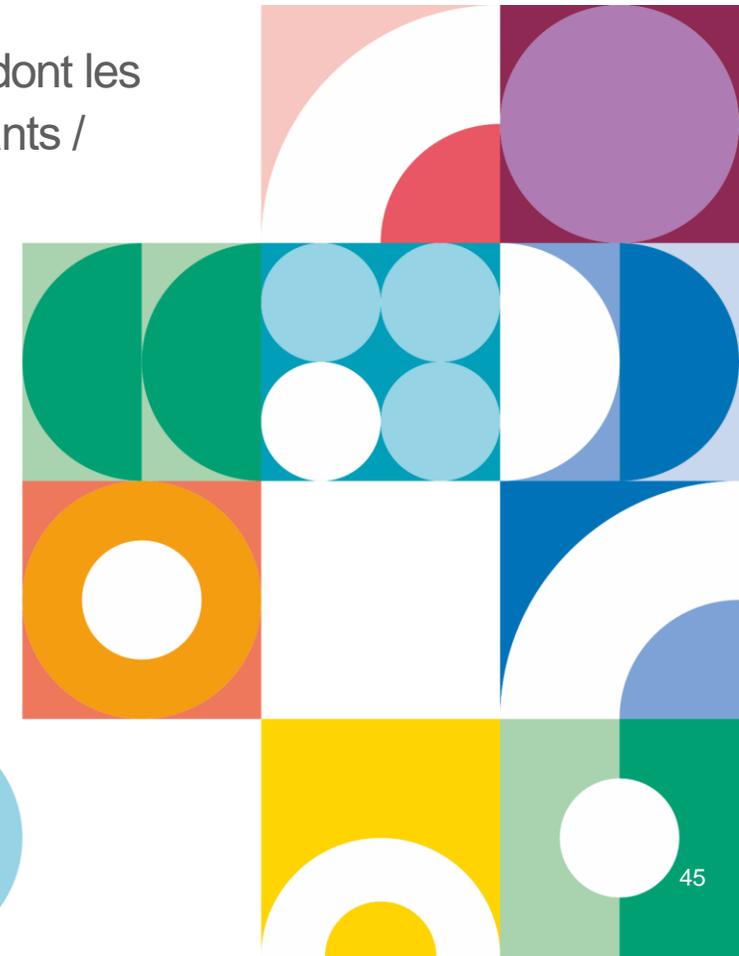
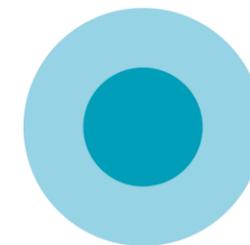
Le service Urssaf mobilité internationale concerne les autoentrepreneurs, travailleurs indépendants, praticiens et auxiliaires médicaux, artistes-auteurs, salariés, employeurs dont les adhérents au Tese ou au CEA, intermittents du spectacle, demandeurs d'emploi / étudiants / pensionnés.

Deux situations :

- détachement, pour un exercice temporaire de l'activité habituelle à l'étranger ;
- pluriactivité, pour un exercice habituel de façon alternée ou simultanée entre la France et un ou plusieurs pays, au sein de l'UE, en Norvège, en Suisse, au Royaume-Uni, en Islande ou au Liechtenstein.

Pour savoir de quelle législation vous dépendez : urssaf.fr

Rendez-vous sur youtube : [Travail à l'étranger : découvrez le service mobilité internationale](#)



Toujours plus d'informations sur

Le site urssaf.fr

Le site autoentrepreneur.urssaf.fr

La chaîne [Youtube](https://www.youtube.com/UrssafOfficiel) Urssaf Officiel

[LinkedIn](#) de l'Urssaf caisse nationale

[Instagram](#) de l'Urssaf caisse nationale

[Tik Tok](#) : @jegeremaboite

